



Conseil des Territoires

En visioconférence – Lundi 13 janvier 2025 – 19h00

Présidence : Corentin MENANT

Présents : Dominique PLÉE, Philippe GEORGET, Vincent CHEVRON, Jean-Baptiste BRÉJAUD, Olivier BOUVET, Jérémy BONTEMPS, Céline LEYNIER, Marie-France GOUSSARD, Xavier BRUGÈRE, Amordine BAY

Excusés : Aucun.

La réunion débute à 19h05.

Corentin MENANT souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres de ce premier Conseil des Territoires et les remercie pour leur présence. La parole est donnée à Dominique PLÉE qui explique le rôle de cette nouvelle instance en fixant trois principaux objectifs à traiter sur l'ensemble de la mandature :

- **Remonter les besoins des comités et des clubs à la Ligue** afin d'assurer une meilleure prise en compte des spécificités locales.
- **Harmoniser les organisations des comités**, en particulier en ce qui concerne les compétitions, les actions de développement et l'offre de formation.
- **Mutualiser les moyens pour les compétitions.**
- **Se réapproprier les organisations de son territoire** (ex : les courses running).

1 – ÉTAT DES LIEUX DE CHAQUE COMITÉ

Une fois le cadre posé, Corentin MENANT propose à chaque président de comité départemental de décrire la situation de sa structure.

Comité du Cher (par Philippe GEORGET) :

Le comité a un nouveau président et le comité directeur est au complet. La situation des licenciés est jugée en bonne santé avec un effectif en augmentation (environ 1.200 licenciés). Un employé est en poste depuis 2019, avec des missions axées à 80 % sur l'aide aux clubs et à 20% sur des actions de développement. Le comité souhaite mutualiser ses partenaires pour trouver plus facilement des actions pour son salarié. Très sollicité par ses collectivités locales, le comité est organisateur d'un marathon depuis quelques années.

Comité de l'Eure-et-Loir (par Vincent CHEVRON) :

L'équipe du comité a légèrement changé lors des dernières élections avec l'arrivée de quatre nouvelles personnes au comité directeur et la nomination d'un nouveau secrétaire. Le président reste inchangé. Il n'y a pas de salariés sur ce département. Une stabilisation du nombre de licenciés est observée.

Par ailleurs, les infrastructures du département posent un problème, avec seulement deux stades homologués pour l'organisation de championnats départementaux. Ce constat pousse le comité à organiser plusieurs de ses compétitions conjointement avec le Loiret. Vincent CHEVRON questionne également l'intérêt de conserver une commission running obligatoire car son poids sur les manifestations running locales est jugé trop faible.

Comité de l'Indre (par Jean-Baptiste BRÉJAUD) :

Le comité fait face à une baisse générale de son nombre de licenciés (environ 730) et à des problèmes relationnels avec le principal club du département. Face au manque de club organisateur, le comité souhaite prendre en charge l'organisation des compétitions et continuer de mutualiser certains événements avec le comité du Cher. Le président souligne également la nécessité de relancer les regroupements de jeunes pour redynamiser ce secteur. Il ajoute que des actions de prévention santé sont également mises en place dans les établissements scolaires.

Comité de l'Indre-et-Loire (par Oliver BOUVET) :

La situation du début de mandature s'est avérée mouvementée avec la démission du nouveau président après quinze jours de poste. Olivier BOUVET décide alors de reprendre la présidence pour les quatre prochaines années. Le comité compte 11 membres au comité directeur, ce qui est jugé suffisant pour remplir les missions d'un comité. Le nombre de licenciés est en augmentation, pour retrouver les chiffres d'avant COVID, avec près de 3.100 personnes affiliées.

L'année passée, le comité a activement travaillé pour un projet de création d'emploi, financé par une subvention Cap'Asso. La finalisation du projet est en cours. Le développement a également été porté sur des animations à travers le territoire et sur la mise en place de rassemblements forme/santé. Le président précise que les sollicitations sont nombreuses de la part des associations scolaires, du conseil départemental et d'autres structures. La prochaine priorité du comité sera de pallier aux soucis d'organisation des compétitions dans ce département.

Comité du Loir-et-Cher (par Corentin MENANT) :

Le comité se compose de 15 membres, avec un nouveau président à sa tête. Les membres du bureau exécutif ont été renouvelés. Le nombre de commissions a été réduit. Il n'y a pas de salariés au comité, mais le projet serait de mutualiser les salariés des clubs pour qu'ils complètent leur temps plein avec des heures pour le comité. L'évolution du nombre de licenciés est annoncée comme étant stable.

Le comité dispose d'une bonne santé financière, ce qui lui a permis d'investir dans du matériel informatique moderne (tablettes logicielles, antennes Wi-Fi, etc.) pour équiper les stades du département et permettre aux athlètes d'avoir des résultats en live sur toutes les compétitions. L'enjeu est également d'attirer des jeunes officiels par la modernisation du matériel. Pour les jeunes, le souhait du comité est d'introduire de nouveaux formats de compétitions, plus courtes et de proximité. Des projets sont également en cours pour structurer les formations.

Comité du Loiret (par Jérémy BONTEMPS) :

L'équipe du comité est au complet avec 23 membres dans son comité directeur, le président reste inchangé. 3.440 licenciés sont recensés dans le département, marquant une augmentation par rapport à la période avant COVID.

Le comité dispose d'une commission des jeunes dynamique. Plusieurs actions ont été mises en place, notamment des stages et des challenges départementaux. De plus, l'attribution de récompenses lors de l'assemblée générale permet un fort taux de présence à cet événement.

Pour les compétitions, le comité cherche à mutualiser : des organisations avec le comité d'Eure-et-Loir, des organisations avec les pompiers. Le comité est devenu autonome pour le matériel de chronométrie. Quant aux formations, elles sont proposées en fonction des besoins.

2 – PERSPECTIVE 2025

Corentin MENANT reprend la parole pour fixer les prochains points de discussion et de travail. Il commence par insister sur la nécessité de mettre en place des **compétitions plus attrayantes pour les jeunes**. Elles se doivent d'être moins longues, géographiquement plus proches et plus spectaculaires (animation,

chambre d'appel, présentation des concours, etc.). Le calendrier doit également être réfléchi pour être cohérent avec tous les comités.

Le deuxième axe de travail qu'il met en avant est **celui de la formation**. Il souhaiterait mieux comprendre le système fédéral pour savoir ce qu'il est possible de faire ou non. Il donne la parole à Céline LEYNIER.

3 – POINT SUR LA FORMATION

Céline LEYNIER informe qu'elle construit actuellement **un document recensant les personnes certifiables**. Ce document permettra de diffuser un mail d'information aux personnes potentiellement intéressées et, si nécessaire, de valider certaines certifications.

Concernant l'organisation des formations, il est souligné que tout le monde peut organiser des sessions, mais une mutualisation régionale est souhaitée afin d'éviter les doublons. Un calendrier coordonné entre les différentes structures sera donc à construire, avec l'idée d'instaurer une saisonnalité des formations (périodes creuses) et de planifier un calendrier spécifique pour la formation des dirigeants (en lien avec leurs échéances annuelles). Petite obligation tout de même, chaque structure est libre de proposer les modules qu'elle souhaite, à condition de disposer des compétences nécessaires. L'objectif est de garantir une formation de qualité, ni trop rapide ni trop exhaustive. Pour trouver un formateur compétent, Céline LEYNIER précise qu'il est possible d'identifier les personnes ayant déjà animé une séquence de formation.

Concernant le processus de certification des officiels, il est rappelé qu'il doit être adapté aux apprenants. Aucune contrainte n'est imposée concernant le nombre de compétitions à suivre avant la certification. Céline LEYNIER souligne que l'OFA n'impose pas de directives strictes à ce sujet.

Après envoi du mail aux personnes identifiées comme certifiables, les comités départementaux seront chargés de vérifier les retours et de relancer si besoin.

4 – QUESTIONS DIVERSES

Jean-Baptiste BREJAUD propose l'idée **d'organiser un meeting Masters dans chaque département**, avec un format innovant : une compétition dédiée aux jeunes sur une demi-journée et une autre pour les athlètes Masters sur l'autre demi-journée. Ce format permettrait d'optimiser l'utilisation du matériel, du jury et de la buvette, tout en facilitant le déplacement des athlètes.

Jérémy BONTEMPS soulève un problème concernant l'urgence dans l'organisation des compétitions. Il insiste sur la nécessité de **planifier et d'anticiper un calendrier** dans lequel tous les athlètes, qu'ils soient performants ou moins performants, puissent se retrouver. Il rappelle également l'intérêt d'organiser des compétitions au format réduit, incluant des programmes allégés.

Corentin MENANT propose que le club de Vineuil se positionne sur **l'organisation du match intercomités**. Le club souhaite apporter un aspect spectacle à la compétition pour la rendre plus qualitative. Cependant, plusieurs membres de la réunion expriment des doutes sur l'intérêt de cette démarche, notamment en raison de l'absence de public.

Enfin, la question du budget des compétitions est soulevée. Corentin MENANT exprime le souhait que le club organisateur puisse en tirer un bénéfice financier. Cependant, d'autres membres expliquent que cela est compliqué dans le cadre des organisations actuelles.

La réunion se termine à 21h06.

Le Président,
Corentin MENANT

La Secrétaire,
Amorine BAY